

Les opérations militaires qui se préparent en Syrie et alentour

par Thierry Meyssan

La presse occidentale parle peu des opérations militaires en Syrie sinon pour affirmer sans la moindre preuve que la Coalition bombarderait avec succès les jihadistes de Daesh, tandis que la Russie tuerait des civils innocents. Il est de fait difficile de se faire une idée de la situation actuelle, d'autant que chaque camp fourbit ses armes en vue d'un plus vaste affrontement. Thierry Meyssan décrit ici ce qui se prépare.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 14 DÉCEMBRE 2015

DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL فارسي ITALIANO PORTUGUÊS РУССКИЙ ТҮРКÇЕ



Autobus privé syrien décoré avec les portraits de Bachar el-Assad, Vladimir Poutine et Hassan Nasrallah, les trois hommes qui incarnent la Résistance à l'agression étrangère.

Le silence qui entoure les opérations militaires en Irak et en Syrie ne signifie pas que la guerre s'est interrompue, mais que les différents protagonistes se préparent à une nouvelle manche.

Les forces de la Coalition

Côté impérial, la plus grande confusion demeure. Au regard des déclarations contradictoires des dirigeants US, il est impossible de comprendre les objectifs de Washington, s'il y en a. Tout au plus apparaît-il que les États-Unis laissent la France prendre une initiative à la tête d'une partie de la Coalition, mais là encore, on en ignore les objectifs réels.

Certes, la France déclare vouloir détruire Daesh en rétorsion après les attentats du 13 novembre à Paris, mais elle l'affirmait déjà avant ces attentats. Les déclarations antérieures relevaient de la communication, pas de la réalité. Ainsi le *Mecid Aslanov*, propriété de la société BMZ Group de Necmettin Bilal Erdoğan, a quitté le 9 novembre 2015 le port de Fos-sur-Mer (France). Il venait de livrer impunément du pétrole qu'il assurait avoir été extrait en Israël, mais qui en réalité avait été volé par Daesh en Syrie. Rien ne permet de penser que les choses ont changées aujourd'hui et qu'il faudrait prendre au sérieux les dernières déclarations officielles.

Le président français François Hollande et son ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian se sont rendus à bord du porte-avions *Charles-De-Gaulle*, au large de la Syrie, le 4 décembre. Ils ont annoncé un changement de mission, sans explications. Comme l'avait déclaré au préalable le chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers, le bâtiment a été dérouté vers le Golfe persique.

Le Groupe aéronaval constitué autour du *Charles-De-Gaulle* est composé de son Groupe aérien embarqué (18 *Rafale Marine*, 8 *Super étendard modernisés*, 2 *Hawkeye*, 2 *Dauphin* et d'1 *Alouette III*), de la frégate de défense aérienne *Chevalier Paul*, de la frégate anti sous-marine *La Motte-Picquet*, du bâtiment de commandement et de ravitaillement *Marne*, de la frégate belge *Léopold Ier* et de la frégate allemande *Augsburg*, et, bien que le ministère de la Défense le nie, d'un sous-marin d'attaque nucléaire. Attachée à ce dispositif, la frégate légère furtive *Courbet* est restée en Méditerranée orientale.

Les forces européennes ont été intégrées à la Task Force 50 de l'USNavCent, c'est-à-dire à la flotte du Central Command US. L'ensemble de cette unité comprend désormais une soixantaine de bâtiments.

Les autorités françaises ont souligné que le contre-amiral René-Jean Crignola a pris le commandement de cette force internationale, sans préciser qu'il est placé sous l'autorité du commandant de la Vème Flotte, le vice-amiral Kevin Donegan, lui-même placé sous l'autorité du général Lloyd J. Austin III, commandant du CentCom. C'est en effet une règle absolue de l'Empire, le commandement des opérations échoit toujours à des officiers états-uniens, les Alliés n'étant que des supplétifs. En fait, hormis la promotion relative du contre-amiral français, on se retrouve dans la même situation qu'en février dernier : une Coalition internationale censée lutter contre Daesh, qui —un an durant— a certes multiplié les vols de reconnaissance et détruit les installations pétrolières chinoises en Irak, mais sans avoir le moindre effet sur son objectif officiel, Daesh. Là encore, rien ne permet de penser que les choses vont changer.

La Coalition a annoncé avoir procédé à de nouveaux bombardements et avoir détruit de nombreuses installations de Daesh, cependant ces imputations sont invérifiables et d'autant plus douteuses que l'organisation terroriste n'a pas émis la moindre protestation.

De ce dispositif, nous pouvons conclure que la France peut conduire sa propre stratégie, mais que les États-Unis peuvent à tout instant reprendre les affaires en main.

Les forces terroristes

Nous pourrions ici traiter des organisations terroristes, mais ce serait faire semblant, comme l'Otan, de croire que ces groupes sont des formations indépendantes surgies du néant, avec leurs salaires, leurs armements et leurs pièces détachées. Plus sérieusement, les jihadistes sont des mercenaires au services de la Turquie, de l'Arabie saoudite et du Qatar —il semble en effet que les Émirats arabes unis se soient presque entièrement retirés de ce dispositif— auxquels il faut ajouter quelques multinationales comme Academi, KKR et Exxon-Mobil.

La Turquie poursuit son déploiement militaire à Bachika (Irak), en soutien aux Kurdes du président illégitime Massoud Barzani —alors que son mandat est terminé, il refuse de quitter le pouvoir et d'organiser de nouvelles élections—. Sommé par le gouvernement irakien de retirer ses

soldats et ses blindés, Ankara a répondu avoir envoyé ces hommes pour protéger des formateurs déployés en fonction d'un accord international antérieur et ne pas être prêt à les retirer. Il en a même ajouté de nouveaux, portant ses effectifs à au moins 1 000 soldats et 25 tanks.

L'Irak a saisi le Conseil de sécurité des Nations unies et la Ligue arabe, sans provoquer le moindre émoi nulle part.

La Turquie et l'ancien gouverneur de Mossoul, Atheel al-Nujaifi, souhaiteraient être présents lors de la prise de la ville à Daesh et empêcher qu'elle soit occupée par les Forces de mobilisation populaire (al-Hashd al-Shaabi), très majoritairement chiites.

À l'évidence, tout le monde rêve : le président illégitime Massoud Barzani croit que personne ne remettra en question son annexion des champs pétroliers de Kirkouk et des montagnes de Sinjar ; le leader des Kurdes syriens Saleh Muslim imagine qu'il sera bientôt président d'un pseudo-Kurdistan reconnu internationalement ; et le président Recep Tayyip Erdoğan suppose que les arabes de Mossoul espèrent être libérés et gouvernés par les Turcs comme à l'époque ottomane.

Par ailleurs, en Ukraine, la Turquie a déployé la Brigade islamiste internationale qu'elle a officiellement créée en août dernier. Ces jihadistes, qui ont été prélevés sur le théâtre d'opération syrien, ont été divisés en deux groupes à leur arrivée à Kherson. La majorité sont partis se battre dans le Donbass au sein des Brigades *Cheikh Manour* et *Djokhar Doudaïev*. Tandis que les meilleurs éléments se sont infiltrés en Russie pour saboter l'économie de la Crimée. Ils sont ainsi parvenus à couper toute l'électricité de la République durant 48 heures.

L'Arabie saoudite a réuni ses mercenaires à Riyad pour constituer une délégation en vue des prochaines négociations organisées par le directeur des Affaires politiques de l'Onu, le néo-conservateur US Jeffrey Feltman.

Les Saoudiens n'ont pas invité de représentants d'Al-Qaïda, ni de Daesh, mais uniquement des groupes wahhabites qui travaillent avec eux, comme Jaysh al-Islam ou Ahrar al-Sham. En théorie, il n'y avait donc pas à cette conférence de « groupes terroristes » listés par le Conseil de sécurité de l'Onu, mais en pratique, tous les participants se battent au sein, au nom ou aux côtés d'Al-Qaïda ou de Daesh sans en revendiquer le label, la plupart de ces groupes étant dirigés par des personnalités ayant appartenu à

Al-Qaïda ou à Daesh. Ainsi, Ahrar al-Sham a été créé juste avant le début des événements en Syrie par des Frères musulmans et de hauts responsables d'Al-Qaïda issus de l'entourage d'Oussama Ben Laden.

Continuant à agir comme ils le faisaient avant l'intervention russe, les participants sont convenus d'une « solution politique » qui débute par l'abdication du président démocratiquement élu Bachar el-Assad et se poursuit par un partage du pouvoir entre eux et les institutions républicaines. Ainsi, bien qu'ils aient perdu tout espoir de l'emporter militairement, ils persistent à envisager une reddition de la République arabe syrienne.

Les représentants des Kurdes de Syrie n'ayant pas été invités à cette conférence, nous pouvons conclure que l'Arabie saoudite considère le projet de pseudo-Kurdistan comme distinct de l'avenir du reste de la Syrie. Notons au passage que le YPG vient de créer un Conseil démocratique syrien pour renforcer l'illusion d'une alliance des Kurdes de Selah Muslim avec les arabes sunnites et les chrétiens, alors qu'en réalité ils s'affrontent sur le terrain.

Quoi qu'il en soit, il ne fait pas de doute que Riyad soutient les efforts de la Turquie pour créer ce pseudo-Kurdistan et y expulser « ses » Kurdes. En effet, il est désormais attesté que l'Arabie saoudite a fourni une aide logistique à la Turquie pour guider le missile air-air qui a détruit le Soukhoï 24 russe.

Enfin le Qatar fait toujours semblant de ne plus être impliqué dans la guerre depuis l'abdication de l'émir Hamad, il y a deux ans. Pourtant les preuves s'accumulent de ses opérations secrètes, toutes dirigées non pas contre Damas, mais contre Moscou : ainsi, le ministère qatari de la Défense a acheté fin septembre en Ukraine des armes anti-aériennes sophistiquées Pechora-2D pour que les jihadistes puissent menacer les forces russes et, plus récemment, il a organisé une opération sous-faux drapeau contre la Russie. Toujours en Ukraine, il a acheté fin octobre 2 000 bombes fragmentation OFAB 250-270 de fabrication russe et les a dispersées le 6 décembre sur un camp de l'Armée arabe syrienne de manière à accuser l'Armée russe de bavure. Là encore, malgré les preuves, personne ne réagit à l'Onu.

Les forces patriotiques

Les Forces russes bombardent les jihadistes depuis le 30 septembre. Elles prévoient de le faire au minimum jusqu'au 6 janvier. Leur action vise principalement à détruire les bunkers que les groupes armés ont construits, et l'ensemble de leur logistique. Durant cette phase, on assiste à peu de changements sur le terrain, sinon à un reflux des jihadistes vers l'Irak et la Turquie.

L'Armée arabe syrienne et ses alliés préparent une vaste opération pour le début 2016. Il s'agira de provoquer un soulèvement des populations dominées par les jihadistes et de reprendre simultanément presque toutes les villes du pays —à l'exception éventuelle de Palmyre— de sorte que les mercenaires étrangers se replient dans le désert. À la différence de l'Irak où 120 000 sunnites et baasistes ont rejoint Daesh uniquement pour se venger d'avoir été écartés du pouvoir par les États-unis au profit des chiites, rares sont les Syriens qui ont acclamé le « Califat ».

Les 21 et 22 novembre, l'Armée russe a procédé en Méditerranée à des exercices avec son alliée syrienne. Les aéroports de Beyrouth (Liban) et de Larnaca (Chypre) ont dû être partiellement fermés. Les 23 et 24 novembre, les tirs de missiles russes sur des positions de Daesh en Syrie provoquaient la fermeture des aéroports d'Erbil et de Sulaymaniyah (Irak). Il semble qu'en réalité, l'Armée russe ait testé l'extension possible de son arme d'inhibition des communications et des commandes de l'Otan. Quoi qu'il en soit, le sous-marin *Rostov-sur-le-Don* a procédé, le 8 décembre, à des tirs depuis la Méditerranée sur des installations de Daesh.

La Russie, qui dispose déjà de la base aérienne d'Hmeymim (près de Lattaquié), utilise également la base aérienne de l'Armée arabe syrienne à Damas, et construirait une nouvelle base à al-Shayrat (près de Homs). En outre, de hauts gradés russes ont procédé à des repérages en vue de créer une quatrième base au Nord-Est de la Syrie, c'est-à-dire à proximité à la fois de la Turquie et de l'Irak.

Enfin, un sous-marin iranien est arrivé au large de Tartous.

Le Hezbollah, qui a démontré sa capacité à mener des opérations commandos lors de la libération du pilote du Sukhoï prisonnier des milices organisées par l'Armée turque, prépare le soulèvement des populations

chiites, tandis que l'Armée arabe syrienne —à plus de 70 % sunnite— se concentre sur les populations sunnites.

Le gouvernement syrien a conclu un accord avec les jihadistes de Homs qui ont finalement accepté de se rallier ou de quitter la ville. Elle a été évacuée sous contrôle des Nations unies, de sorte qu'aujourd'hui Damas, Homs, Hama, Lattaquié et Der ez-Zor sont entièrement sécurisés. Reste à libérer Alep, Idlib et Rakka.

Contrairement aux affirmations péremptoires de la presse occidentale, la Russie n'a pas du tout l'intention de laisser le Nord du pays à la France, à Israël et au Royaume-uni pour y créer un pseudo-Kurdistan. Le plan des patriotes prévoit la libération de toutes les zones habitées du pays, y compris Rakka, actuelle « capitale du Califat ».

Le calme précède donc la tempête.

Thierry Meyssan

Source : « Les opérations militaires qui se préparent en Syrie et alentour », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 14 décembre 2015, www.voltairenet.org/article189623.html